

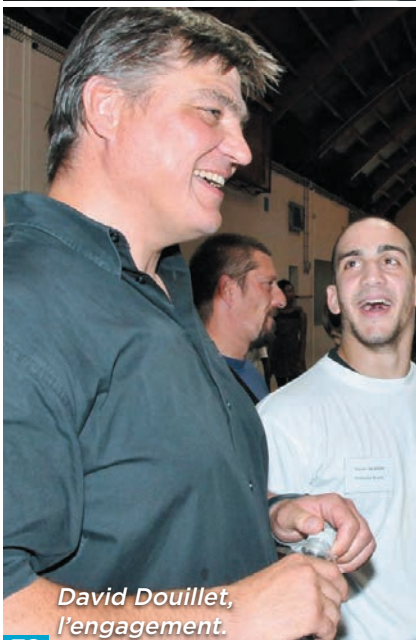


**Droite
Sociale**

Plus de 50 parlementaires

LA DROITE S AVEC LAURE DÉFENSE DE LUTTE CONT

Une nouvelle génération avec des convictions.



*David Douillet,
l'engagement.*



*Des élues de talent avec
la Droite Sociale.*



*Philippe Richert,
l'exemple alsacien.*

“ Gaullistes sociaux, démocrates-chrétiens, centristes, la Droite Sociale rassemble largement. Nous refusons de nous diviser en courants comme les socialistes. Plus que jamais notre famille a besoin d’unité. ”

Nous voulons être force de propositions, sans se laisser intimider par le politiquement correct, pour **défendre la place des classes moyennes et restaurer l’équilibre entre les droits et les devoirs, en refusant les dérives de l’assistanat.**

La société française n’assume plus la défense de ces valeurs qui ont toujours structuré la République : **la promotion du mérite, le sens de l’effort, la valorisation du travail.** C’est autour de ces valeurs, et non de l’égalitarisme socialiste, que la cohésion sociale de notre pays doit être renforcée.

DES PROPOSITIONS CONCRÈTES

SOCIALE ENT WAUQUIEZ : ES CLASSES MOYENNES TRE L’ASSISTANAT

1. Remettre les classes moyennes au centre de notre projet

Les classes moyennes sont le pilier de la société française. Ce sont celles qui par le fruit d’une vie de travail font tourner notre économie, qui par leurs cotisations financent notre protection sociale, qui par leur respect des règles du vivre-ensemble assurent la cohésion de notre société. C’est pour elles que Nicolas Sarkozy a beaucoup œuvré.

Mais ces familles sont encore trop souvent les oubliées de notre politique. Alors qu’elles croient au travail, elles ressentent de plus en plus le sentiment que leurs efforts ne sont pas récompensés et que la société française ferme les yeux sur bien des abus.

Entre les plus riches, qui ont bénéficié de la mondialisation, et les plus pauvres, qui sont accompagnés par notre système de protection sociale, la situation des classes moyennes s’est dégradée avec la crise : **toujours plus de cotisations, toujours moins de revenus.** C’est le risque du déclassement. Rien d’étonnant qu’elles soient tentées par l’abstention et le vote extrême.

LA DROITE SOCIALE

Les premiers mois de la présidence Hollande, avec la suppression des heures supplémentaires et la remise en cause de la participation et de l'intéressement, ne laissent aucun doute sur le sort qui attend les classes moyennes : un matraquage fiscal d'une ampleur inégalée.

Pour toutes ces raisons, afin de préserver l'harmonie sociale, notre conviction est que **représenter et défendre les classes moyennes** est aujourd'hui un des grands défis politiques de l'UMP.

NOUS, MEMBRES DE LA DROITE SOCIALE, PROPOSONS DE :

- **Supprimer les effets de seuil** pour que les classes moyennes ne soient plus systématiquement les oubliées de nos politiques (par exemple pour les aides aux étudiants)
- **Rétablir la défiscalisation des heures supplémentaires** pour redonner du pouvoir d'achat à des millions de salariés
- Favoriser massivement **la participation et l'intéressement** pour partager les fruits de la croissance
- Pour mieux accompagner les familles face au grand âge, **intensifier nos efforts de recherche sur Alzheimer** et les maladies neurodégénératives pour trouver un vaccin dans les dix ans

2. Faire de l'UMP le parti des droits et des devoirs : oui au social responsable, non à l'assistanat

Nous avons laissé dériver notre système de protection sociale en cautionnant trop d'abus et en laissant s'installer l'idée que les gens n'ont que des droits et pas de devoirs. Si l'on poursuit sur cette voie, c'est tout notre système de solidarité qui sera remis en cause à la fois en raison des coûts mais aussi en raison de son injustice parce que nous n'aidons plus ceux qui en ont vraiment besoin.

Il faut revenir à une conception du social responsable : **la seule véritable aide, c'est de remettre les gens sur le chemin du travail** et non de verser des prestations sociales aveugles et peu motivantes qui finissent par décourager celui qui travaille sans aider celui qui cherche un travail.

De la même manière, les rémunérations parfois exorbitantes déconnectées de tout lien avec les performances d'une société que se versent certains grands dirigeants du CAC 40 minent notre contrat social en donnant le sentiment qu'à tous les niveaux c'est le règne du chacun pour soi.

NOUS, MEMBRES DE LA DROITE SOCIALE, PROPOSONS DE :

- **Demander en contrepartie du versement du RSA des heures de travail d'intérêt général**
 - Renforcer la **lutte contre les fraudes** fiscales et sociales
 - **Lutter contre l'exil fiscal** au nom du patriotisme en imposant les ménages qui vivent plus de trois mois en France
 - Financer aux jeunes le permis de conduire en contrepartie d'un **service social qui permette comme le faisait le service militaire de leur transmettre des valeurs communes**
 - **Lier le versement de l'assurance chômage au fait de suivre une formation** pour rebondir vers un nouvel emploi



Le social n'est pas l'assistanat : l'insertion par le travail.

“ C'est la Droite Sociale qui a sept heures de travail d'inté



Préserver le lien entre les générations.



Renforcer l'apprentissage.



Nicolas Sarkozy a fait beaucoup pour les classes moyennes.

3. Contre les excès de la finance, défendre une économie d'entrepreneurs ancrés dans nos territoires et mettre fin au harcèlement normatif

La France a été dans son histoire une grande nation agricole et industrielle. Avec la compétition de la mondialisation, le risque est tout simplement que notre pays décroche et perde ses entreprises les unes après les autres. Cette bataille pour l'efficacité économique et le rayonnement de notre pays est essentielle. Les socialistes tournent le dos aux entrepreneurs et aux salariés. Nous devons défendre ceux qui créent de la valeur et des emplois autour d'eux.

Cette volonté repose aussi sur le fait de soutenir une vision équilibrée du territoire, défendant aussi la ruralité, là où les socialistes ne raisonnent que pour les quartiers dits difficiles et découpent la République en tranches.

Mais nous avons aussi le devoir de dénoncer les excès de la finance dont on a vu les dérèglements pendant la crise : tyrannie du court terme, spéculation, absence de soutien aux entreprises. Face à ces excès, nous devons promouvoir un développement durable.

NOUS, MEMBRES DE LA DROITE SOCIALE, PROPOSONS DE :

- **Mettre fin définitivement à la durée légale des trente-cinq heures** en laissant les entreprises négocier leur durée de travail dans le cadre de la réglementation européenne
- **Endiguer le harcèlement normatif** qui étouffe notre pays en permettant d'avoir des normes différentes pour les artisans et les PME par rapport aux grandes entreprises
- **Favoriser nos industries** dans l'accès au crédit en fixant aux banques un pourcentage de crédits réservés aux PME
- **Miser sur l'apprentissage** en en faisant une voie de réussite aussi valorisée que les autres voies d'enseignement et de formation
- Faire le choix de la **préférence communautaire** en réservant une partie de nos marchés publics à des entreprises européennes. Notre argent doit servir nos emplois

Au cœur de l'UMP, la Droite Sociale défend des valeurs permettant de concilier l'efficacité économique et la justice sociale, la solidarité et la responsabilité, en remettant les classes moyennes au cœur de la société française.

a eu le courage de dire qu'en face du RSA il fallait demander l'intérêt général.

